

L'équilibre des pouvoirs est une nécessité vitale pour éviter de s'enfermer dans un schéma d'autoritarisme caractérisé et de mépris affiché à l'endroit des autres institutions et du personnel politique, judiciaire et administratif ; ce, d'autant plus qu'il y a irresponsabilité politique du chef de l'Etat. Ainsi, il y aura lieu de réfléchir à l'institutionnalisation d'un réel contre-pouvoir au sein de l'Etat pour permettre une émulation institutionnelle, synonyme d'une bonne santé de la gestion du pouvoir (d'aucuns diraient gouvernance) et de saines décisions démocratiques pour éviter au pays de sombrer dans l'immobilisme parlementaire, voire dans la dictature présidentielle.

Pour le contre-pouvoir, le meilleur antidote ne peut être constitué que par des organisations non gouvernementales gérées par des personnalités issues de la société civile, en ce qui concerne la veille quant aux droits de l'homme, la construction de l'Etat de droit, la liberté d'expression (presse et culture)... En ce sens, le Premier ministre (souvent désigné selon des critères de connivence politique, voire par compromis) n'est, somme toute, qu'un grand commis de l'Etat chargé d'une

mission par le président de la République sans aucune volonté politique et prérogatives autonomes.

Peut-il en être autrement, dès lors, notamment, que les titulaires des principaux départements ministériels (Défense, Intérieur, Affaires étrangères, Economie, Justice) sont souvent des hommes liges du président de la République qu'il nomme pour leur allégeance à sa personne, en vue d'appliquer sa politique qui, faute d'opposition crédible, se révèle souvent contestable ? En la matière, la réforme serait purement et simplement de gommer l'institution du Premier ministre. Il me semble qu'il y a une dyarchie inutile. La présence soutenue du président de la République lors des Conseils des ministres, en vue d'asseoir des décisions d'obédience nationale, démontre l'inutilité de cette institution que l'on peut juger inefficace. En contrepartie, en qualité d'expression de la légitimité démocratique, le Parlement doit pouvoir bénéficier de prérogatives à même de lui permettre de contrôler de façon efficiente la politique du gouvernement franchement dirigé par le président de la République. Il s'agit là d'un élément structurant de la vie politique et constitutionnelle du pays, les

ministres devant bénéficier d'une autonomie indépendante de la volonté présidentielle, pour pouvoir mieux apprécier les solutions à apporter aux secteurs dont ils ont la charge sous la vigilance du président, en sa qualité de chef de l'Exécutif.

Là aussi, on peut s'interroger légitimement sur l'existence d'une seconde Chambre. Pourquoi un bicaméralisme là où une seule Chambre n'arrive pas à exercer le peu de ses prérogatives constitutionnelles (la mise en place de commissions d'enquête par exemple) ? La vie politique et constitutionnelle actuelle du pays s'apparente, par son caractère récidivant, à du présidentielisme où le président de la République croit avoir droit de vie et de mort sur la nation. Dans cette perspective, il paraît évident qu'il existe en Algérie un déficit chronique en matière d'équilibre des pouvoirs, dans la mesure où ce présidentielisme, sorte de technologie constitutionnelle artisanale de pays encore rivaux au sous-développement politique, et ce, par la grâce d'une gérontocratie qui n'a de grand qu'une rhétorique démesurée et une attitude arrogante dont le populisme est le moindre mal. En effet, le système politique algérien qui repose sur un

déséquilibre institutionnel établi au profit du président de la République, sans contrepoids réel (si ce n'est en coulisses par les « décideurs politiques » qui demeurent ses bailleurs de pouvoir), doit pouvoir évoluer par l'existence d'un Parlement qui reflète un pluralisme politique authentique, une magistrature indépendante, une presse libre et une société civile structurée. Il y a là une déviation et une dégénérescence du régime présidentiel. Aussi, pour prévenir des risques certains de l'autoritarisme et de l'arbitraire, les éléments sus-évoqués constituent le meilleur rempart afin de tempérer les abus d'un Exécutif envahissant.

Il est vrai, à cet égard, que la société civile a été longtemps privée de son droit légitime à l'expression sous toutes ses formes, alors même qu'elle constitue par essence le vivier naturel pourvoyeur du personnel politique à même de décider du sort de l'Algérie.

Le devenir de notre pays dépend de réformes politiques sérieuses, ainsi que de la mise en place d'une politique économique et culturelle pertinente afin que nous n'ayons plus à dépendre de la gérontocratie gouvernante.

A. K.

# Propositions pour surmonter la crise actuelle de l'université

Le décret n°10-315 paru dans le *Journal officiel* du 13/12/2010, sans le vouloir, a remis sur le tapis le débat sur la réforme de l'université et pose en même temps le problème de la gestion démocratique des institutions de l'Etat. Ce décret a montré aussi les conséquences graves de décisions prises dans des bureaux loin des réalités du terrain. Il est visible que les rédacteurs de ce décret voulaient mettre le système LMD au-dessus de tout et ainsi se targuer d'avoir réussi la réforme. Ce même décret a mis aussi en exergue l'absence d'une vision cohérente de l'architecture de l'ensemble du système de la formation universitaire. La protestation des étudiants a porté au-devant de la scène tous ces problèmes.

L'université n'est pas seulement censée délivrer des diplômes et produire un savoir abstrait, mais contribuer aussi au développement économique et social du pays. C'est le manque d'articulation entre savoir et développement social qui ne permet pas l'appréciation de la valeur de chaque diplôme. Les étudiants, sans autre perspective, n'ont d'autre choix que de vouloir obtenir le diplôme le plus élevé. La contestation des étudiants exprime le rejet de la vision de l'échelle des diplômes de la part des responsables de l'enseignement supérieur et traduit aussi un grand malaise dû au manque de visibilité sur leur avenir. Un débat démocratique sur l'enseignement en Algérie, le plus large possible, est plus que nécessaire aujourd'hui pour sortir de l'impasse actuelle. Dans ce qui suit, nous exposerons quelques idées pour enrichir le débat à mener pour sortir l'université de son marasme.

L'enseignement supérieur assure la formation dans diverses disciplines et offre plusieurs niveaux de formation. Ceci appelle donc la mise en place de passerelles et aussi un système d'équivalence des diplômes avec comme souci principal de garder la cohérence de tout le système d'enseignement supérieur. De plus, il faut garder à l'esprit que chaque diplôme remplit une tâche bien définie dans le système de formation. Par exemple, il faut regarder la formation de master 2 et celle d'ingénieur d'Etat comme des formations complémentaires. Chacune des deux peut avoir sa spécificité. Dans certains pays où les deux formations de master et ingénieur coexistent, les ingénieurs sont destinés pour occuper les postes de cadres d'entreprise. Les master 2 sont, eux, considérés comme experts. Les uns et les autres ont leur place dans le monde professionnel. Les uns et les autres trouvent aussi leur place dans le monde de la recherche scientifique sans discrimination aucune.

## Ingénieur d'Etat et master 2 au même niveau sur l'échelle des diplômes

Le problème d'équivalence entre master 2 et ingénieur d'Etat, ou bien le problème de savoir lequel des deux diplômes est le plus valorisant est à mon sens un faux problème. Ce n'est pas pertinent d'opposer ceux qui défendent le système LMD et ceux qui défendent le système classique. Le plus important est de préciser les missions de chacune des formations et travailler pour les rendre plus performantes pour une formation de qualité dans le système d'enseignement supérieur et s'interroger si ces

formations contribuent réellement à former une élite capable de résoudre les problèmes posés par la société.

Comment placer le M2 et l'ingénieur d'Etat dans l'échelle des diplômes ? La réponse à cette question est simple. Le diplôme donnant accès à l'université et aux écoles d'ingénieur est le bac. Il faut donc prendre ce diplôme comme référence de base. C'est le nombre d'années nécessaires pour avoir un diplôme qui permet de le situer dans l'échelle hiérarchique des diplômes de l'université. Cette règle doit être appliquée à tous les diplômes. Par exemple, master 2 et ingénieur d'Etat doivent être placés au même niveau dans cette échelle. Chacun requiert un bac +5.

## Organisation et gestion des études doctorales

Il n'y a pas de doctorat classique et de doctorat LMD. Il existe seulement un diplôme unique appelé « doctorat d'université ». Partant de ce constat, et dans le souci de rendre cohérent le système de la formation supérieur et aussi soucieux d'éviter des dysfonctionnements, il faut très rapidement installer de nouvelles règles pour l'organisation et la gestion des études doctorales.

Avant de définir quel type de règles faut-il introduire, rappelons brièvement quelques aspects négatifs et quelques points positifs de la formation doctorale telle qu'elle est aujourd'hui. Avant la mise en place de la réforme LMD, la formation doctorale était composée de deux paliers. Le premier palier, le magistère dont l'accès se fait par concours national. L'obtention de ce diplôme nécessite 3 années d'études après l'ingénieur. On peut dire c'est un bac +8. Le doctorat demandera au minimum 4 années d'études après le magistère. L'inconvénient majeur de ce type de formation est la longue durée nécessaire pour l'obtention du diplôme du doctorat. Ceci coûte cher aux finances publiques et l'âge des doctorants dépasse souvent la quarantaine. Cela est absurde. Le seul avantage de l'existence du palier intermédiaire magistère est qu'il permet de former rapidement des spécialistes dans des domaines différents qui peuvent être recrutés comme maître-assistant à l'université. Ces diplômés vont rarement à l'entreprise pour des raisons d'absence d'offre d'emplois dans le secteur productif. Le système LMD n'offre pas de palier intermédiaire dans la formation doctorale. L'étudiant titulaire d'un master 2, après une sélection sur dossier, s'inscrit en doctorat qu'il est censé préparer en 4 années. Cette organisation est récente et nous n'avons pas assez de recul pour pointer ses avantages et ses inconvénients. Mais l'expérience de son application depuis deux années a fait ressortir les points suivants :

- La sélection des étudiants est basée principalement sur dossier et sur les résultats obtenus durant son cursus. Ce critère de sélection n'est pas pertinent. Certes, le parcours et les résultats obtenus par le candidat sont un important indicateur, mais il est loin de refléter ses capacités et son intérêt pour un domaine de recherche particulier.
- Dans les pays où ce système est appliqué, la sélection se fait au niveau du semestre 4. Le projet du mémoire est le prélude du sujet de thèse de doctorat. Le contrat d'engagement entre l'enseignant encadreur et l'étudiant

Par le P<sup>r</sup> M. Mezghiche

est très clair. L'étudiant sait ce qui l'attend et l'enseignant sait à qui il a affaire. Ce type d'organisation est malheureusement inapplicable dans notre université. C'est la conséquence du manque d'encadreurs et l'effectif important des étudiants en M2. Les moyens en encadrement dans l'université algérienne ne permettent pas la réussite d'un tel système.

Au contraire, ce type de formation inadaptée engendrera à court terme une crise profonde qui découlera du fait de l'inscription d'une pléthore d'étudiants sans pouvoir les amener à soutenir leur thèse valable. Il est très difficile de limiter les inscriptions sous la pression de plus en plus forte. Devant une telle situation, beaucoup de responsables de la tutelle seront tentés, pour faire baisser les tensions, de revoir à la baisse les conditions de soutenabilité du doctorat, encore seul garde-fou pour éviter la médiocrité. La proposition qui semble la plus raisonnable, si on veut en même temps impulser une formation supérieure de qualité et offrir les mêmes chances aux ingénieurs d'Etat que les titulaires du M2, on doit tenir compte des remarques précédentes. Voici quelques suggestions :

1. Les ingénieurs d'état et titulaires de master 2 doivent avoir accès dans les mêmes conditions à la formation doctorale. Le meilleur moyen serait par voie de concours dont les modalités restent à définir.

2. Les candidats admis au concours suivront pendant une année des cours de mise à niveau et des cours sur des thèmes de recherche. A l'issue de laquelle ils subiront une évaluation. Les candidats reçus seront aptes et autorisés à s'inscrire en doctorat. Le candidat sera autorisé si son état d'avancement dans son travail de recherche est satisfaisant à soutenir un mémoire qui lui permettra d'obtenir le diplôme de magistère. En même temps, cela lui donnera la possibilité d'être recruté comme maître-assistant. Ce sera une spécificité algérienne dictée par la forte demande de formateurs et le manque d'encadrement.

Cette solution aura l'avantage d'écourter, pour certains candidats, la durée de l'obtention du diplôme de doctorat avec la possibilité pour d'autres de terminer avec un diplôme de magistère. Le manque d'une prise en charge rapide des études doctorales engendrera à terme les problèmes suivants :

- Pénuries d'enseignants à recruter à l'université. La majorité des enseignants recrutés aujourd'hui est titulaire du magistère. Le doctorat étant plus difficile à obtenir, conséquence des conditions insuffisantes d'encadrement et des moyens disponibles dans les universités. Ceci laisse prévoir des grandes tensions, d'une part les candidats voudront soutenir et, d'autre part, l'université voudrait recruter pour pallier à son manque d'enseignants.
- Ces tensions prévisibles dicteront aux gestionnaires de prendre des mesures pour palier aux conséquences qui peuvent être un élément de déstabilisation important.
- La tutelle aura le seul choix de revoir à la baisse les conditions de soutenance d'une thèse ouvrant ainsi la voie à la médiocrité.

M. M.